Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1018

Artikel: Transparence ou obscurantisme?
Autor: Lévy, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1020590

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COURRIER

Propos actuels d'un popiste

Il n'est pas impossible que la seule chose sensée exprimée par l'ancien conseiller d'Etat René Meylan dans vos colonnes la semaine passée soit son titre: «Propos désuets d'un anti-communiste primaire». Outre que tout ce qui est exagéré est souvent insignifiant, il faudra bien un jour que l'on s'interroge sur le détour psychologique qui veut que les êtres les plus dogmatiques ou staliniens quand ils sont membres d'un «parti communiste», en deviennent les plus ardents détracteurs... lorsqu'ils le quittent.

Pour le reste, la désuétude des propos de René Meylan est frappante. Les observateurs, même les plus éloignés du PST-POP, reconnaissent que le renouveau intervenu dans la stratégie, la pratique politique et parmi les responsables de ce parti est profond. Il tient à l'arrivée de nouveaux militants qui ont pris des responsabilités, à la pratique de l'ouverture permanente des structures (non seulement lors de la composition des listes électorales), à des progressistes et sympathisants, à un «regard intérieur» critique sur son propre fonctionnement. Tranquillement, peut-être trop «à la Suisse», une perestroïka s'est enclenchée depuis une bonne dizaine d'années, qui fait que certains ne reconnaissent pas le parti auquel ils ont adhéré dans leur jeunesse. Et cette remise en question interne s'est poursuivie avec un militantisme, pour le moins actif, et bien perçu par la population dans de nombreuses régions de notre pays.

Le prochain congrès du PST-POP de mai 1991, dont la discussion a commencé, pourrait bien être, si les membres le confirment, celui de l'abandon du centralisme démocratique et de la notion bien ambiguë de «socialisme scientifique». Deux éclairages non exhaustifs de notre discussion, qui sont en soit révélateurs de la profondeur des interrogations. Que nous sommes loin du parti ayant une réponse politique sur tous les sujets, que certains ont peut-être connu, mais qu'un adhérent comme moi, post soixante-huitard, n'a pas rencontré. Pour autant, le PST-POP n'est pas en train de devenir un parti comme les autres dans cette arène politique souvent nauséabonde. N'en déplaise à certains, ce qui est en train d'accoucher, c'est un parti plus révolutionnaire, qui ne remette pas aux calendes grecques des objectifs de société (égalité hommes-femmes, autogestion, dépérissement de l'Etat et de l'armée) qui ont été depuis longtemps abandonnés par d'autres forces de gauche.

Car le véritable déficit pour l'ensemble des forces de gauche, c'est le manque de perspectives politiques, proposées à la population, notamment aux jeunes. Comment voulez-vous que la gauche soit attractive quand une part essentielle du combat du PS se concentre sur le maintien de ses sièges parlementaires et du système de la collégialité avec les partis bourgeois? Comment voulez-vous que la gauche soit un pôle mobilisateur, lorsque la population apprend à quel point le PS a été mêlé à tous les niveaux au système de fichage des citoyens, ou à l'establishment politique avec les révélations toutes récentes de la CEP 2? Ce sont là des questions essentielles, qui causent un tort considérable à l'ensemble du combat de la gauche, et mettent à mal l'espoir d'un changement dans la population. Je demande publiquement: quand donc le PSS fera-t-il aussi sa perestroïka? Osera-t-il, par exemple, un jour demander lui-même la réhabilitation officielle de tous ces hommes et femmes, fonctionnaires fédéraux, qui ont subi les fameux *Berufsverbot* de 1952, qui ont été prononcés avec son consentement?

Le mérite du mouvement écologique dans sa diversité, et de l'opposition de gauche du PST-POP, c'est de remettre à l'ordre du jour des perspectives pour un profond changement de société, écologique et social. La gauche a besoin du pluralisme, elle fait partie de la tradition du mouvement ouvrier socialiste, communiste ou libertaire. Le rôle d'aiguillon que peut jouer le PST-POP à la gauche du PS, le rôle de porte-voix que peut être le PST-POP pour les «anciens ou nouveaux pauvres» de ce pays, le rôle de rassemblement mobilisateur des diverses sensibilités (rouge-rose-verte), tout cela n'est pas tombé d'un chapeau de clown, mais de la nécessité politique. Ce sont ces faits-là qui sont incontournables.

Josef Zisyadis,
secrétaire cantonal du POP vaudois,
député

Transparence ou obscurantisme ?

A propos du recensement (DP 1015 et 1016).

Je me félicite de l'attitude positive de DP concernant le recensement. Il fournit un minimum d'informations sur la société dans laquelle nous essayons de vivre, et ce non seulement à l'Etat, mais à nous tous quand nous cherchons à rendre cette société un peu plus transparente. Il y a en fait un double enjeu: sur un plan général, celui précisément de la transparence de la société pour elle-même — s'opposer à l'information, c'est opter pour l'obscurantisme. Le prix que l'on payerait, par la mise en question de la validité du recensement, pour donner un avertissement à l'Etat fouineur me paraît de loin dépasser la valeur politique de pareille démarche. Ce d'autant plus que sur un plan plus concret, l'enjeu est non moins crucial: il s'agit de savoir si les informations pertinentes restent publiques et généralement accessibles ou si elles deviennent un privilège privé, monopolisé par les firmes et institutions qui peuvent se payer des enquêtes. Une seule indication pour illustrer le réalisme de cette optique: en 1989, le chiffre d'affaires des instituts de sondage en Suisse — qui effectuent également les enquêtes d'envergure entreprises par des scientifiques et les micro-recensements de l'Office fédéral de la statistique (OFS) — s'est réparti entre commanditaires privés et publics dans la proportion de 85,3 à 10,5 millions.

En ce qui concerne les enquêtes statistiques par sondage ou «micro-recensement», aucune raison de s'en féliciter: au lieu de consolider cet outil statistique, devenu indispensable dans tous les pays industrialisés depuis 10-20 ans, l'OFS est en train de les saborder, n'ayant pas obtenu les moyens supplémentaires qui permettraient de satisfaire à la fois les demandes statistiques accrues de l'économie et le maintien des micro-recensements. En dépit de nombre de protestations, le programme n'est pas renouvelé et l'équipe compétente qui s'est créée autour de ce projet de rattrapage est menacée de démantèlement. Faut-il pétitionner, manifester, émigrer? Les boycotteurs de recensement ont de quoi se réjouir.

René Lévy, Mézières.